

**CONSULTATION PUBLIQUE N°2019-014 DU 23 JUILLET 2019  
RELATIVE AU PROCHAIN TARIF D'UTILISATION DES  
INFRASTRUCTURES DE STOCKAGE SOUTERRAIN DE GAZ  
NATUREL DE STORENGY, TEREKA ET GEOMETHANE**

**Réponse d'ENGIE**

Date : 4 octobre 2019

**Question 1 Quelle est votre position quant à l'introduction éventuelle d'une différenciation entre la rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs pour le tarif ATS2 ?**

ENGIE maintient la position défavorable exprimée à l'occasion des précédentes consultations.

Afin de répondre aux objectifs exprimés par la CRE d'améliorer le juste signal à l'investissement, une réflexion autour d'une bonification des taux de rémunération pour certains types d'investissements pourrait avoir du sens, dans une logique de maintien de l'outil industriel en qualité et en sécurité et de son adaptation à la transition énergétique, en complément d'une juste rémunération de la base d'actif historique et en conservant les dispositions spécifiques à certains actifs.

ENGIE est donc opposée à la méthode et au calendrier proposés par la CRE, et n'est pas favorable à la prise en compte d'une méthode différenciée pour la prochaine période tarifaire.

**Question 2  
Avez-vous des remarques concernant le traitement des actifs cédés envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?**

ENGIE est favorable à la proposition de la CRE dans la mesure où cette disposition s'appliquerait aux plus-values comme aux moins-values.

**Question 3 Etes-vous favorables aux grands principes tarifaires que la CRE envisage pour le tarif ATS2 ?**

ENGIE est favorable aux grands principes tarifaires proposés par la CRE pour le tarif ATS2.

ENGIE est favorable à une harmonisation progressive du fonctionnement du CRCP entre les activités régulées, sur la base d'un apurement annuel assorti d'une limitation de l'évolution tarifaire en résultant.

ENGIE estime que la proposition de la CRE ne traite pas la question de la visibilité sur le début de la période tarifaire suivante, qui avait fait l'objet d'une question dans la consultation du 19 février

dernier. Comme indiqué dans sa réponse à cette dernière, ENGIE est favorable à l'établissement d'une vision anticipée des tarifs sur une période de 4 années glissantes.

En ce qui concerne les coûts de démantèlement :

- Pour les trois sites de stockage actuellement sous cocon, ENGIE demande une forme de prise en compte de leur coût de démantèlement par le revenu régulé dans l'ATS2 ;
- Dans les autres cas, ENGIE considère que le système régulateur proposé relatif à la couverture des coûts de démantèlement par les tarifs nécessite des travaux complémentaires importants avant de pouvoir être intégré en régulation ; pour cette raison, elle demande que ce système ne soit pas appliqué pour l'ATS2.

#### **Question 4**

**Avez-vous des remarques concernant le calendrier et les principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE pour le tarif ATS2 ?**

ENGIE est favorable aux propositions de la CRE pour le calendrier et les principes d'évolution tarifaire envisagé pour le tarif ATS2. En particulier, la période tarifaire de 4 ans, alignée sur les périodes tarifaires ATRT offre au marché une visibilité importante sur l'évolution des tarifs d'infrastructures.

#### **Question 5**

**Etes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?**

ENGIE est en ligne avec la proposition de la CRE sur le périmètre proposé et considère que les impacts liés à des modifications d'impôts et taxes, en comparaison des hypothèses retenues lors de l'établissement du tarif, doivent être intégrés au mécanisme du CRCP.

**Question 6 Etes-vous favorable aux mécanismes de régulation incitative des investissements proposés par la CRE pour le tarif ATS2 ?**

ENGIE est favorable aux propositions de la CRE.

L'introduction d'une régulation incitative aux investissements dans l'ATS2 relève d'une juste démarche qui mérite toutefois d'être étudiée uniquement dans l'optique du futur tarif ATS3.

#### **Question 7**

**Etes-vous favorable à la simplification et à l'évolution du dispositif de régulation incitative de la qualité de service, notamment environnementale, envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?**

ENGIE est favorable à l'introduction de mécanismes de régulation incitative liés à la qualité de service. Pour que la régulation des infrastructures de stockage soit pérenne, il importe que les opérateurs des infrastructures de stockage soient incités à minimiser le montant de la compensation stockage collectée par les opérateurs de transport. Pour ce faire, il est nécessaire d'inciter les opérateurs de stockage à la meilleure maîtrise de leurs investissements et charges d'exploitation, ainsi qu'à l'optimisation de leur performance commerciale afin de maximiser le revenu des enchères. Par ailleurs, la fiabilité des installations commercialisées est le critère le plus important d'attractivité et de

fidélisation des actuels et futurs utilisateurs de stockage. Il est donc nécessaire de mettre en place, simultanément des incitations à la performance commerciale et à performance industrielle des produits de stockage.

Aussi, ENGIE est favorable aux propositions de la CRE de mécanisme de régulation incitative de la qualité de service. Cependant, ENGIE souhaite la mise en place d'une incitation financière, et ce dès le début de l'ATS2, en particulier pour les mécanismes d'incitation relatifs à l'indisponibilité des sites et au respect des programmes de maintenance. La définition du montant des pénalités versées par l'opérateur n'est pas une mesure suffisante pour inciter à la performance des sites. En effet, les modifications des programmes de maintenance peuvent ne pas donner lieu à indemnité tout en dégradant la performance des stockages souscrits.

ENGIE est également en ligne avec la proposition de la CRE de ne pas inciter financièrement les opérateurs de stockages sur des indicateurs environnementaux, dans la mesure où ces derniers sont suivis et traités par ailleurs.

**Question 8 Etes-vous favorable à ce que les opérateurs de stockage reçoivent un bonus/malus équivalent à 1 % des premiums des enchères de stockage lorsque le niveau du filet de sécurité est atteint ?**

ENGIE note une incohérence entre le récapitulatif « synthèse des questions » en fin de Consultation Publique faisant état d'un bonus de 0,5% (page 48 du rapport), et la rédaction du rapport détaillé faisant état d'un bonus de 1% (page 20).

ENGIE partage l'analyse de la CRE : l'objectif premier de la commercialisation est de maximiser les souscriptions de capacité de stockage. A ce titre, toute régulation incitative à la commercialisation ne peut s'entendre qu'une fois le niveau du filet de sécurité atteint. Le second objectif, également d'importance, est de maximiser les recettes issues de ces enchères, afin de faire baisser le poids de la contribution au revenu régulé de la compensation perçue par le biais du tarif de transport.

En réponse à ces deux objectifs, il est important que les opérateurs de stockage soient incités à la meilleure performance commerciale afin de construire le catalogue de produits et le calendrier de commercialisation le plus pertinent pour le marché. L'instauration d'un mécanisme symétrique et basé sur le premium d'enchère (et non le prix d'allocation) est tout à fait cohérente avec ces principes, l'ordre de grandeur proposé (+/- 1% du premium) semble approprié.

**Question 9 Etes-vous favorable à la fixation dans le tarif des pénalités à verser par l'opérateur de stockage à un client en cas de non disponibilité des capacités achetées par celui-ci ?**

ENGIE est favorable aux propositions de la CRE pour fixer dans le tarif les pénalités à verser par l'opérateur de stockage en cas de non disponibilités des capacités commercialisées. Une pénalité valorisée au prix de souscription payé lors des enchères de cette capacité, et calculée selon l'indisponibilité réelle est tout à fait juste et pertinente pour inciter à la fiabilité des capacités de stockage proposées aux enchères.

**Question 10 Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?**

Afin de permettre aux opérateurs de stockage d'anticiper les évolutions à venir du système gazier en lien avec le développement des gaz renouvelables et décarbonés, dont la production d'hydrogène vert, une régulation incitative de la CRE pour des projets de R&D permettant de mieux comprendre le rôle et la plus-value d'infrastructures de stockage dans un système gaz/hydrogène semble indispensable.

**Question 11 Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATS2 pour Storengy, Teréga et Géométhane ?**

Concernant les charges de capital normatives, ENGIE considère qu'il est normal qu'elles reflètent l'évolution des paramètres de marché, dont celle des taux d'intérêt, mais rappelle l'importance de maintenir un taux de retour total réel stable dans le temps et une cohérence de l'ensemble des paramètres.

A ce titre, Engie regrette que la maturité de référence du coût de la dette intégré dans la fourchette des taux indiqués [4.1% à 4,9%] soit limitée à 10 ans, durée bien inférieure à la durée de vie des investissements des opérateurs.

ENGIE considère, de plus, que le risque de marché a significativement augmenté dans le secteur gazier en France (diminution de la demande gaz à moyen long terme telle que découlant des projets de PPE et de RE 2020, nécessité d'adaptation des infrastructures aux gaz verts, biométhane, syngas et hydrogène), et que la rémunération de ces nouveaux risques est insuffisamment prise en compte par les taux proposés, y compris par la borne haute de la fourchette, qu'elle considère bien inférieure au niveau d'une juste rémunération.

En outre, la fourchette de taux proposée par la CRE ayant intégré une baisse prévisionnelle de l'impôt sur les sociétés, ENGIE souhaite que tout écart entre les valeurs retenues pour ces prévisions et les taux d'imposition effectifs, à la hausse comme à la baisse, soit corrigé via le CRCP.

Par ailleurs, pour le calcul du CMPC, ENGIE appelle l'attention de la CRE sur la nécessité d'utiliser un taux sans risque réel positif, afin de garantir un juste signal à l'investissement.